

ALLEMAGNE

BULLETIN BIMESTRIEL D'INFORMATION
DU COMITE FRANÇAIS D'ÉCHANGES AVEC L'ALLEMAGNE NOUVELLE

21, rue Béranger, Paris-3^e.

Sommaire

Débat politique à Haus Lerbach ..	3
Du Puy à Haigerloch	4
De Caen à Seelze	7
Burg Liebenzell - Burg Hornberg ..	7
L'Allemagne à travers ses livres, par Alfred GROSSER	8 à 11
« Le Vicaire » et l'Histoire, par R. R ^É MOND	12
Bourguignons et Rhénans ont jumelé leurs provinces.	15

DIVERGENCES FRANCO- ALLEMANDES

Rentrée parlementaire. Rentrée scolaire et universitaire. Quel est le bilan de l'été du point de vue des rapports franco-allemands ?

Au niveau des jeunes, le bilan est très satisfaisant, grâce à l'aide apportée aux rencontres et échanges par l'Office franco-allemand pour la Jeunesse. Certes tout n'est pas parfait et on doit prévoir des améliorations pour l'an prochain, tant pour l'organisation que pour le contenu des contacts. Mais des associations comme la nôtre ont été en mesure d'aider des isolés et des groupes qui naguère auraient été obligés de se « débrouiller » dans les pires conditions. Il y a eu beaucoup d'initiatives nouvelles et de réalisations intéressantes.

Pour donner une idée de la variété et de la nature des voyages dont nous avons pu faciliter la mise au point, nous donnons dans ce numéro un certain nombre de comptes rendus. Nous savons que c'est au détriment de l'information politique et sociale sur l'Allemagne, mais le prochain numéro d'Allemagne reviendra à la norme.

Paradoxalement, le refroidissement politique entre Bonn et Paris a servi le travail de jeunesse. D'un côté le zèle tout nouveau de quelques opportunistes s'est relâché et la situation en a été clarifiée ; de l'autre, l'hypothèse politique qui pesait sur l'action de l'Office s'est trouvée levée : il était bien au service de la compréhension franco-allemande, indépendamment de la conjoncture.

Cette conjoncture a fait l'objet, dans la presse et dans l'opinion, de très nombreux commentaires. Aussi n'avons-nous pas à re-

Alfred GROSSER.

(Suite page 14.)

D'Adenauer à Erhard

par Robert d'Harcourt
de l'Académie Française

Après « L'Allemagne d'Adenauer », « Visage de l'Allemagne actuelle » et « L'Allemagne est-elle inquiétante ? » M. Robert d'HARCOURT publie chez Flammarion un nouvel ouvrage qui montre une fois de plus qu'il est l'observateur français le plus attentif et le plus lucide des questions allemandes. En reproduisant ci-après l'avant-propos de L'Allemagne d'Adenauer à Erhard (219 p., 11 F), nous espérons inciter nos lecteurs à se reporter à ce récit vivant et informé de la politique allemande et des relations franco-allemande depuis trois ans.

Nous n'avons eu, dans ces pages, en aucune façon, la prétention de tracer une histoire continue, encore bien moins complète, de l'Allemagne des années 1961, 1962, 1963. Notre seule ambition a été de saisir quelques-unes des heures qui nous ont paru particulièrement caractéristiques des réactions de nos voisins devant les événements qui les touchaient le plus directement.

Cette histoire psychologique, nous avons essayé de la faire en quelque sorte par le dedans. Propos qui exigeait que nous fissions un large appel au témoignage direct des Allemands. Nous les avons le plus souvent possible laissés s'éclairer eux-mêmes.

Nous avons utilisé deux sources d'information : la presse en la choisissant représentative des divers secteurs de l'opinion ; des correspondances particulières qui nous ont bien souvent, dans la crudité même de leur franchise, paru plus significatives encore.

Chronologiquement la période que nous étudions ici marque la fin des longues années de pouvoir que l'on a appelées « l'ère Adenauer » et, plus brièvement, les débuts de Ludwig Erhard à la chancellerie fédérale. Profonde césure dans l'histoire de l'Allemagne d'après-guerre...

La retraite d'Adenauer, retraite qu'il n'a pas « prise », mais que lui ont imposée non seulement l'hostilité de ses nombreux adversaires de toujours, mais la défection, plus cruelle, de beaucoup de membres de son parti (les démocrates-chrétiens), cette retraite n'a été une surprise pour personne en Allemagne. Le déclin du vieux chancelier avait commencé en fait le jour où, pour la première fois, lui avait manqué le soutien constamment trouvé dans son peuple, ce jour des élections générales du 17 septembre 1961 qui faisait perdre à son parti la majorité absolue. Le déclin s'affirmait de bien plus décisive façon encore quelques semaines plus tard, quand le Bundestag fraîchement élu ne lui accordait l'investiture qu'à la majorité humiliante de huit voix.

A partir de cette heure Adenauer est, politiquement, un condamné en sursis. Quand son-

nera l'heure du départ définitif, les hommages rendus au vieux lutteur, même dans les secteurs de l'opinion qui lui ont été le plus continûment hostiles, ne peuvent donner le change. Ces hommages bruyants masquent mal la joie de voir enfin quitter la scène l'homme qui a tiré son pays du gouffre. Mais l'ingratitude des peuples envers les hommes qui les ont sauvés est une trop fréquente leçon de l'Histoire pour que nous ayons à y insister.

Nous avons cru devoir faire une large place aux jugements portés, aussi bien dans la presse que dans les témoignages privés, sur la France actuelle, et tout spécialement sur l'homme qui aujourd'hui la représente. Jugements allant de la réserve, de l'attente méfiante dans une large fraction de l'opinion à l'hostilité déclarée et brutale dans d'autres secteurs et enfin, dans un secteur plus limité, à la franche admiration. De Gaulle reste pour beaucoup d'Allemands une énigme à la fois inquiétante et attirante. « Fascinant », « imprévisible dans ses réactions » (*faszinierend, unberechenbar*), ce sont les épithètes courantes.

Nous tenons sous notre regard la politique étrangère d'Adenauer, constamment, résolument tournée vers la France et vers la France gaulliste. La politique étrangère qui sera celle de son successeur, demeure à l'heure où sont tracées ces lignes, encore voilée. L'homme est d'une grande habileté à laquelle se joint une extrême prudence dans les démarches comme dans les propos. Ludwig Erhard entend ne fermer aucune porte et ne se fermer aucune voie. Très fermement « atlantique », partisan décidé d'une Europe intégrée incluant expressément la Grande-Bretagne, il ne prononcerait certainement pas aujourd'hui où il a le pouvoir entre les mains les paroles qu'il prononçait au lendemain de la retentissante rupture de Bruxelles, le 28 janvier 1963, paroles que nous n'avons pas oubliées : « De Gaulle a enterré l'Europe intégrée. »

Nous connaissons de lui un autre mot. Il s'affirme continuateur décidé de la politique étrangère d'Adenauer, mais il n'oublie pas d'ajouter une légère réserve : « Oui, mais je ferai les choses autrement. »

Il ne se livre guère, et nous devons jusqu'à présent nous contenter de ces faibles lueurs sur la route qu'il choisira de suivre. Certaines expressions du vocabulaire politique de l'Allemagne d'aujourd'hui, employées avec une particulière faveur, ne sont pas sans nous laisser un peu rêveurs : « élasticité », « flexibilité », « politique de mouvement ». Nous pensons que la meilleure conclusion à donner à l'étude que l'on va lire est le point d'interrogation ou le sage précepte politique des Britanniques : *wait and see*.

(Suite de la première page.)

venir ici sur les divers signes d'un incontestable relâchement des rapports politiques franco-allemands tels qu'ils se trouvaient définis dans le Traité du 22 janvier 1963. Nous voudrions simplement montrer, sans reprendre nos analyses antérieures (1), que, par delà la conjoncture, il existe des divergences plus profondes qui sous-tendent et expliquent les tensions de ces derniers mois. Plus profondes parce que plus permanentes : même si M. Willy Brandt succédait au chancelier Erhard ou si celui-ci écoutait les « gaulistes » allemands, même si M. Gaston Defferre succédait au général de Gaulle, les plus importantes de ces divergences ne seraient pas effacées.

Un premier aspect a trait à la sécurité, à la fois à cause de souvenirs historiques et d'analyses du présent. Le général de Gaulle a été marqué par des expériences comme l'affaire de Strasbourg : lors de l'offensive allemande dans les Ardennes, pendant l'hiver 1944-45, la population strasbourgeoise aurait connu les pires souffrances si les ordres d'évacuation du général Eisenhower avaient été respectés, si le commandement intégré, insensible à un tel détail, n'avait été mis en échec par la désobéissance française. Les Allemands — Willy Brandt plus encore qu'Erhard — vivent dans le souvenir du Pont aérien : les Américains ont assuré la survie d'un Berlin libre et eux seuls pouvaient l'assurer. Et si leur volonté venait à faillir, il n'y aurait pas de politique de rechange possible : on pourrait tout au plus envoyer de nouvelles missions de supplication à Washington. A quoi le général de Gaulle répliquerait en insistant sur le besoin que les Etats-Unis ont de l'Europe et en préconisant, à défaut de stratégie décidée en commun, sa conception de l'allié le plus directement concerné. S'il a si fermement soutenu Kennedy dans le poker cubain, c'est que l'affaire permettait merveilleusement d'illustrer sa théorie et de faire précédent : Cuba étant proche du territoire américain, c'était aux Etats-Unis d'arrêter la ligne d'action et aux alliés européens de les appuyer inconditionnellement ; mais si une menace directe s'exerçait en Europe, ce serait aux Européens de tenir les cartes.

Cependant le débat sur la sécurité est seulement second par rapport au désaccord fondamental sur la nature politique de l'alliance atlantique. Pour les Etats-Unis et pour la République fédérale, il existe ou il devrait exister une Communauté atlantique. Du côté américain, pas de problème : puisqu'on est les plus forts, puisqu'on domine la communauté, aucun conflit n'a jamais surgi entre l'intérêt national et l'intérêt communautaire. Il n'y a aucun inconvénient à faire partie de la communauté, même si l'alliance atlantique ne constitue qu'un élément parmi d'autres de la politique extérieure globale. Du côté allemand, pas de problème non plus, du moins jusqu'à ces derniers mois : d'une part, la préoccupation nationale la plus immédiate, la défense de Berlin, est bien un souci majeur de l'alliance ; de l'autre, aux yeux de l'immense majorité des Allemands, la solidarité anticommuniste est beaucoup plus forte que la solidarité nationale. Plutôt pas de réunification que la moindre présence communiste dans une Allemagne réunifiée.

DIVERGENCES FRANCO-

De plus, la République fédérale connaît une situation psychologique qu'elle partage avec l'Italie. Les vaincus de 1945 souffrent moins de l'inégalité au sein de l'alliance que les vainqueurs diminués. Pour les anciennes puissances de l'Axe, le système atlantique représente une remontée diplomatique fantastique par rapport à l'immédiate après-guerre. Pour la Grande-Bretagne et la France, le même système est plutôt source de nostalgie, d'autant plus que les deux pays ont connu, au cours des dernières années, plus d'un conflit entre l'intérêt de l'alliance anticommuniste et ce qui leur apparaissait comme leur intérêt national. L'affaire de Suez en a été le plus éclatant exemple.

Il se trouve aussi que l'Italie et l'Allemagne ont renoncé à la pratique d'une politique mondiale ; la Grande-Bretagne et la France non. Préoccupée par son problème, la République fédérale ou bien laisse faire les Etats-Unis (p. ex. en approuvant explicitement une politique vietnamienne pourtant sévèrement critiquée à Bonn), ou bien agit envers les Etats africains en fonction du comportement de ceux-ci à l'égard de l'autre Allemagne.

Il y a aussi le débat sur l'Europe. La divergence entre Européens n'a pas changé depuis que, à la fin de janvier, elle s'est trouvée définie ouvertement. Le 29 janvier, en effet, le communiqué final des entretiens Moro-Erhard disait : « Les gouvernements sont tous deux convaincus que l'Europe future doit être démocratique, intégrée, axée sur l'Alliance atlantique, ouverte sur la Grande-Bretagne. » Deux jours plus tard, le général de Gaulle déclarait dans sa conférence de presse : « Pas d'union européenne, disent ces opposants, sinon par une intégration supranationale ; pas d'union européenne, disent-ils, si l'Angleterre n'en fait pas partie ; pas d'union européenne, disent-ils, si elle ne se confond pas avec une communauté atlantique... »

Laissons la question de la supranationalité et celle de la Grande-Bretagne : elles jouent pour le moment un rôle mineur par rapport à la querelle de l'« atlantisme ». « L'Italie, a déclaré M. Saragat à Paris devant la presse diplomatique, souhaite que l'Alliance soit graduellement transformée en une Communauté atlantique, dans un esprit de « partnership » entre les Etats-Unis et l'Europe et à des conditions d'égalité absolue. » Le président de la République estime que la seconde partie de la phrase ne constitue qu'une clause de style et que « communauté atlantique » signifie institutionnalisation de la dépendance européenne par rapport aux Etats-Unis. Lui voudrait, avait-il dit la veille au soir, dans son toast en l'honneur de M. Segni, que l'Europe devienne « une réalité cohérente et agissante. L'Europe voudra-t-elle ou non fixer elle-même ses buts, son attitude, sa marche, autrement dit sa politique, les moyens de sa défense et la pratique de ses alliances, autrement dit sa sécurité... » ?

Le chef de l'Etat est si sûr d'avoir raison qu'il est peu sensible à l'argument : « Vous vous réclamez de l'Europe, alors que tous les autres pays sont en désaccord avec vous et que la France est seule. » C'est M. Pom-

pidou qui a le mieux exprimé la pensée profonde du gouvernement. Dans son discours devant la presse anglo-américaine, en février dernier il disait, en effet :

« Quelque chose est intervenu à l'intérieur du bloc occidental. Les pays d'Europe ont repris leur force et retrouvé leur prospérité économique, et certains conscience d'eux-mêmes. (« Certains » est au pluriel, mais le contexte montre qu'il s'agit d'un singulier d'intention.) Le vieux partage en deux groupes monolithiques est dépassé. C'est là qu'apparaît le rôle de la France qui, par sa géographie et par son histoire, est condamnée à jouer le rôle de l'Europe. »

Si les mots disent bien ce qu'ils veulent dire, la formule ne signifie ni « la France doit jouer un rôle en Europe », ni la France doit jouer la « carte de l'Europe », mais bien : « C'est la France à elle seule qui doit assumer le rôle de l'Europe, puisque les autres pays européens n'ont pas pris conscience de ce rôle. » Même si le raisonnement est un peu du même type que celui qui permet d'expliquer au parti communiste pourquoi il est minoritaire (« c'est parce que la majorité n'est pas éclairée ; en attendant qu'elle le soit, c'est tout de même moi qui parle au nom de la collectivité »), l'attitude s'éclaire quand on voit de près les incertitudes allemandes.

Si, en effet, les Allemands peuvent dire au général de Gaulle : « Vous voulez que l'Europe agisse, mais vous vous refusez à la créer comme unité », le général de Gaulle, de son côté, est en droit de demander au chancelier Erhard : « Votre Europe, c'est pour faire quoi ? Votre conception de la Communauté atlantique et de la rigidité des deux blocs rend au fond inutile la constitution d'une Europe, simple relais entre la nation et le monde occidental. »

Enfin, sur un point essentiel, à savoir la vision à long terme de la politique mondiale, la divergence franco-allemande dépasse de beaucoup la conjoncture actuelle. Le remplacement de M. Erhard par M. Brandt et même celui du général de Gaulle par M. Defferre la laisserait inentamée.

Dans sa conférence de presse sur la Chine, le Président de la République a dit que « à l'intérieur de l'Eglise communiste... apparaît la différence des politiques nationales ». C'est plus qu'une constatation ; c'est l'expression d'un souhait et d'une conception de l'histoire. A moyen terme, la menace sur la liberté existe, entraînant le maintien des deux camps, la division de l'Europe, la domination américaine due aux besoins de la sécurité. A long terme, les entités éminemment transitoires que sont les régimes et les idéologies passeront, car seules les nations ont vocation de pérennité — ce qui est une chance pour la France puisque le retour aux préoccupations purement nationales la libérera d'une lourde contrainte.

« Le régime qui domine actuellement la Chine », lit-on dans la conférence de presse. « L'alliance atlantique actuellement nécessaire », disait le message au Parlement du 11 décembre 1962 : quand donc la libéralisation du monde communiste permettrait-elle une sorte de normalisation de la poli-

ALLEMANDES Bourguignons et Rhénans ont jumelé leurs provinces

par Albert PAUL-GRÉGOIRE

tique mondiale ? La géographie et l'histoire y trouveraient de nouveau leur valeur, notamment par la naissance d'une Europe allant de l'Atlantique à l'Oural, foyer d'influence face à la riche Amérique et à l'Asie forte par le nombre.

Pour les Allemands, comme pour les Américains, il n'y a pas de « après », pas de long terme prévisible qui contraigne à raisonner indépendamment des régimes et des idéologies. La notion de communauté atlantique (même si à Washington comme à Bonn on y a substitué celle de « partnership »), répond à cette conception-là. Si le général de Gaulle refuse d'admettre que l'alliance devienne communauté, c'est qu'il existe un « après » dans lequel l'alliance ne serait plus nécessaire et dont tout renforcement de l'« atlantisme » réduit les chances. Pour les Allemands, un tel avenir n'est ni souhaitable, ni non souhaitable, mais simplement irréal au point d'être davantage objet de prophétie que de politique.

Un homme comme Gaston Defferre refuse l'aspect nationaliste de la conception gaulliste, ou plus exactement, il le transpose au niveau européen. Dans son intervention devant le congrès de la S.F.I.O., il a évoqué « la nation européenne » qui apportera au monde « un modèle différent à la fois du capitalisme moderne américain et du collectivisme russe ».

Willy Brandt s'est élevé, lui, contre une telle conception de « l'Europe socialiste », celle-ci pouvant faire obstacle à la réalisation d'une Europe unie, plus large que l'Europe des Six, partenaire respecté des Etats-Unis au sein du monde atlantique et nullement « troisième force » entre deux mondes.

Rien d'étonnant à cela ; pouvait-on vraiment s'attendre à voir le maire de Berlin ne pas penser d'abord à la tragique situation de sa ville et au sort de ses dix-sept millions de compatriotes contraints de vivre sous un régime totalitaire ? Comme la perspective d'un monde communiste fondamentalement transformé doit lui paraître lointaine ! En revanche, moins hantés par le sort des hommes privés en Europe des libertés élémentaires, les Français sont plus ouverts aux transformations et aux besoins d'un monde qui se laisse de moins en moins réduire à une opposition entre deux blocs.

En même temps, les Français sont beaucoup moins animés par le souci d'une défense contre l'extension d'un système dont ils n'ont pas fait l'expérience que par une sorte de « Ohne uns » adressé aux deux Grands. On est l'allié des Américains — mais avec quelle *Schadenfreude* n'assiste-t-on pas à leurs échecs, à Cuba et en Indochine !

Sans trop de paradoxe, on peut affirmer que les difficultés franco-allemandes ne sont pas franco-allemandes : il ne s'agit aucunement de tensions ou de conflits portant sur les relations des deux Etats entre eux, mais de divergences sur l'analyse de la situation mondiale et sur ce qu'on doit espérer ou redouter de cette situation.

Alfred GROSSER.

(1) Cf. « Bilan politique des relations franco-allemandes ». Allemagne, nov. 1962 et « L'Allemagne de Ludwig Erhard », Allemagne, déc. 1963.

Le jumelage de villes françaises avec des villes étrangères est maintenant monnaie courante ; celui de toute une province avec une autre d'un pays voisin reste une rareté. C'est à une rencontre de cet ordre qu'il nous a été donné d'assister à Mayence. L'Etat rhéno-palatin recevait la Bourgogne jumelle sous la forme d'une très nombreuse délégation conduite par le chanoine Kir, député-maire de Dijon ; le super-préfet, M. Chapelle ; des parlementaires, des sous-préfets, des élus locaux ; conseillers généraux et maires, ainsi que leurs épouses.

DES PRÉCURSEURS

Tout a commencé il y a maintenant douze ans par la visite que vint faire un jour à Dijon le maire de Mayence, M. Steim. Quand il évoque ce souvenir, M. Steim paraît encore surpris de son audace, car le ressentiment contre l'Allemagne restait fort vif à l'époque. Il y avait cependant été encouragé par un discours qu'avait prononcé, dès 1946, le chanoine Kir à la tribune de l'Assemblée nationale, discours dans lequel il affirmait qu'il fallait cesser de regarder en arrière et « tourner la page ».

En douze ans, bien des réalisations ont été atteintes : Dijon et Mayence sont jumelés, 50 autres accords de jumelage ont été conclus entre des villes bourguignonnes et rhénanes ou palatines, dont 25 depuis plus de cinq ans ; 50 autres sont en préparation. On est passé, comme nous le disions au début, du plan municipal au plan provincial, et des rencontres ont lieu chaque année, tantôt en France, tantôt en Allemagne. Aujourd'hui, les uns et les autres ne sont pas peu fiers de faire remarquer que leur amitié a précédé le traité franco-allemand de janvier 1963 ; pour un peu, ils diraient qu'ils en furent les inspirateurs.

SE CONNAITRE POUR SE COMPRENDRE

Le clou de la rencontre de cette année fut l'attribution au député-maire de Dijon du diplôme de citoyen d'honneur de Mayence parce que, lit-on sur le parchemin : « A une époque où la méfiance contre les Allemands était encore générale, il a reçu le Conseil municipal de Mayence et posé ainsi la première pierre du jumelage actuel entre les deux villes. » Et en lui attribuant cette distinction, le bourgmestre rhénan souligna que c'était la première fois, depuis cent trente ans, qu'elle était conférée à un étranger.

La veille, participants français et allemands avaient tenu une séance de travail au landtag de la Rhénanie-Palatinat, afin moins de faire le point de ce qui est d'ores et déjà acquis que de voir ce qui, concrètement, pourrait être fait.

Le bilan du passé est encourageant ; les voyages fréquents ont permis des rencontres non seulement de jeunes écoliers, ouvriers, sportifs, mais aussi d'adultes, et souvent sur le plan d'une communauté d'intérêts ou de soucis : maires, architectes, médecins, enseignants, industriels, journalistes, etc. C'est un grand brassage qui s'opère sous le signe de l'amitié. Cette année, le président des anciens combattants de Bourgogne et celui des anciens déportés et résistants y assistaient en personne. Quelques jours auparavant avait eu lieu une rencontre des fils de tués à la guerre.

LE PROBLÈME DE LA LANGUE

Le problème le plus urgent à résoudre est celui de la langue, spécialement en ce qui concerne les jeunes dont 2 000 d'âge scolaire seront « échangés » l'an prochain, les Français estimant que cette connaissance est « la seule façon de rendre naturelle notre amitié ».

En France, l'étude de l'allemand est facilitée ; il n'en va pas de même pour le français en Allemagne où, d'une façon uniforme, les Etats ont imposé l'enseignement de l'anglais comme première langue vivante. La Rhénanie-Palatinat étudie actuellement la possibilité de rendre le français obligatoire pendant la dernière année de scolarité du primaire.

Ce serait là une heureuse mesure, mais qui, à notre sens, devrait être complétée par des facilités nouvelles extra-scolaires, permettant à tous de s'initier à notre langue avant de venir passer

un séjour en France. On pourrait parfaitement inaugurer, éventuellement avec le concours des Instituts français en Allemagne, l'emploi de techniques modernes basées sur l'utilisation des moyens audio-visuels, par exemple. Et cela d'autant plus que l'Office franco-allemand de la jeunesse, créé en exécution du traité de coopération, est disposé à fournir son aide pour encourager les initiatives ; le fait a été confirmé du côté français.

POUR UNE ACTION CONCRÈTE

L'impression générale qui se dégage des discussions est que les Français se révèlent plus désireux d'aller de l'avant, de parvenir à des réalisations toujours plus nombreuses, les Allemands, donnant davantage l'impression de se satisfaire du type des rencontres actuelles sur un plan d'amitié, reculant pour le reste devant les difficultés.

C'est ainsi qu'on a entendu réclamer, du côté français, une meilleure information des problèmes du partenaire, ce qui permettrait aux rencontres de dépasser le plan de joyeuses retrouvailles le verre en main — les deux régions sont productrices de vin — pour aborder ensemble l'examen de problèmes, professionnels par exemple : situation respective des paysans, syndicalisme agricole, recherches dans les différents domaines : élevage, etc. « Nous perdons beaucoup de temps, devait me dire un Français, militant du M.F.R. et lecteur de *la Croix*, quand nous nous retrouvons pour découvrir nos problèmes. Un bulletin de liaison paraissant plusieurs fois au cours de l'année nous permettrait de discuter immédiatement en partant de données connues de tous. »

Ajoutons qu'au cours d'une tournée d'excursions à travers la Rhénanie, nous avons pu constater l'excellence des rapports entre la population et les Français résidents, militaires surtout, qu'un sous-préfet allemand appellera « nos soldats », sans que personne ne s'en étonne. On les voit d'ailleurs prêter la main aux paysans pour les récoltes, des rencontres sont organisées sur le plan local, et il n'est pas de fête allemande sans les Français, et inversement. Un officier devait me confirmer que les relations entre militaires de deux pays souvent stationnés dans la même ville sont étroites, constantes et amicales : jumelages de régiments, manœuvres et exercices en commun, etc. Mais, curieusement, les contacts de famille à famille ou des jeunes entre eux, fréquentant des écoles différentes, sont plus rares.

Peut-être l'image des Bourguignons et des Rhénans se retrouvant chaque année au prix d'un sacrifice financier sera-t-il salutaire ?

(Art. paru dans *LA CROIX*.)

Who's who in Germany

De Abel (Herbert), Dr. phil., directeur de musée et membre correspondant de la Société scientifique de l'Afrique du Sud-Ouest à Zycha (Herbert), Dr. phil. nat., membre de la Société de microbiologie, les 12 000 notices individuelles de cette troisième édition du *Who's who* en langue anglaise (alors que le *Who's who* en France est en français) sont aussi précieuses que sans surprise particulière (1) : Tout au plus peut-on se demander pourquoi seuls les Allemands n'ont pas le droit d'indiquer le nombre et les prénoms de leurs enfants, et pourquoi des hommes comme Adenauer et Erhard tiennent tant aux hochets de la gloire : elle est longue, la liste des 21 diplômes docteur honoris causa du premier chancelier et la notice du second comprend 27 lignes pour les « Dr. h. c. » et les décorations, contre 2 lignes pour l'éducation et 13 pour la carrière. Que le général Speidel souligne son appartenance à la Société Mark Twain est beaucoup plus plaisant.

Donnant l'essentiel sur la biographie et les fonctions des hommes politiques, industriels, savants, artistes, journalistes de la République fédérale, les deux volumes sont évidemment de la plus grande et de la plus quotidienne utilité.

(1) *Who's who in Germany*. 3^e édition, by H. G. Kliemann and S. Taylor Oldenbourg Verlag, München, 1964, 2 vol. 2 100 p.